

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 98

Septembre 2015  
2,50 euros

**A bas l'espace Schengen !  
Ouverture de toutes les frontières !**

**Respect intégral de la  
Convention de Genève  
sur le droit d'asile !**



**Crise au FN, lire p.7**

**Cassure au CCI-POI, lire pp 8-9**

**Grèce, un génocide social, lire pp 10-11**

**Etat espagnol, lire pp 14-15**

## L'actualité en quelques brèves

### Laïcité et gastronomie...

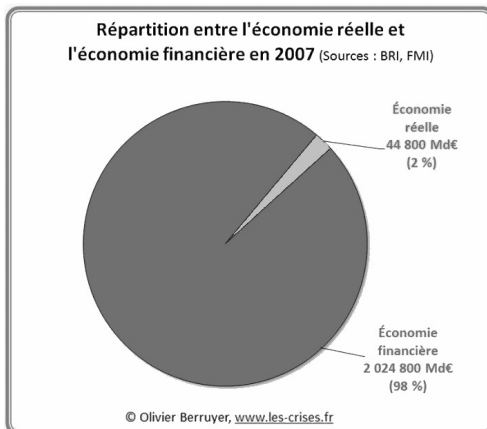
C'est une « première victoire pour la laïcité ! » s'enthousiasme le maire Les Républicains de Chalon-sur-Saône, Gilles Platret : le tribunal administratif de Dijon a rejeté le référé déposé contre la suppression des menus de substitution sans porc dans les cantines des écoles de la ville. Autrement dit, cette décision conforterait le maire dans sa volonté de ne plus proposer des menus adaptés pour les élèves ne mangeant pas de porc, les jours où certains plats en contiennent. L'islamophobie cachée sous une prétendue laïcité. A fait, combien de milliers d'euros ce maire donne-t-il à l'école catholique au titre des différentes lois qui ouvrent les deniers publics aux écoles confessionnelles ?

### Le « miracle chinois » en chute libre

« La dévaluation surprise du yuan le 11 août -perçue comme un effort désespéré de Pékin pour relancer ses exportations et l'activité économique- n'ont fait qu'aviver l'inquiétude générale, provoquant une onde de choc sur les marchés. Depuis, les Bourses mondiales ont vu s'envoler au moins l'équivalent de 5.000 milliards de dollars en valeur. »

### 660 euros la boîte de préservatifs..

« À Caracas, une boîte de préservatifs peut atteindre le prix exorbitant de 660 euros... Face à la chute des cours de l'or noir, le pays exportateur de pétrole peine à importer les produits de base, ce qui provoque de graves pénuries, une envolée des prix et une crise sanitaire. Le Venezuela s'enfonce de plus en plus dans la crise. Une situation économique chaotique qui provoque une aggravation des pénuries de biens de première nécessité. Déjà habitués à attendre des heures avant de pouvoir obtenir un poulet, du sucre, des médicaments ou du papier toilette, les Vénézuéliens doivent aussi patienter longtemps pour acheter des préservatifs. »



« On sait qu'Athènes doit à ses créanciers une somme de près de 320 milliards d'euros. Un fait plus discret est que la vertueuse et intransigeante Allemagne traîne elle aussi quelques impayés, dont il n'est pas déraisonnable de penser qu'ils surpassent de très loin l'ardoise grecque. » Le coût économique des dégâts sanitaires dus aux pollutions chimiques dans l'Union européenne se chiffre entre 157 et 260 milliards d'euros par an, en frais de santé et de prise en charge de certains troubles, etc. En Europe, la chimie, c'est l'Allemagne. Sans le savoir, nous donnons bien plus pour la prospérité de la fière Allemagne que pour aider la petite Grèce ».

### Discrimination positive ( ? )

Il est des paroles publiques qui ne méritent aucune explication de texte, aucun décryptage. Il y a ce lundi matin 24 août, jour de rentrée médiatique, où un Secrétaire d'État chargé des Transports, légitime tout simplement des pratiques discriminatoires. Pour Alain Vidalies, mieux vaut augmenter les fouilles même discriminatoires, mieux vaut pratiquer et renforcer des contrôles aux faciès pourvu qu'on ait la sécurité. « Eh bien écoutez, moi je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace, plutôt que de rester spectateur. »

### Une bonne nouvelle

« Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes pourrait être illégal » Sans blague ?

### Evasion fiscale, encore et toujours

« Comment la banque suisse UBS organise depuis la France un système massif d'évasion fiscale. On estime à 590 milliards d'euros l'ensemble des avoirs français dissimulés dans les paradis fiscaux, dont 220 appartenant aux Français les plus riches (le reste étant le fait d'entreprises » Antoine Peillon, grand reporter au journal La Croix.

### Coût de la vie étudiante

« Pour la rentrée 2015, le coût de la vie étudiante augmentera de +1,1%, un chiffre cinq fois supérieur à celui de l'inflation (source UNEF) »

### Petites phrases

« Le pouvoir d'achat des Français s'est amélioré même s'ils ne se rendent pas compte » Michel Sapin.  
« Oui, j'ai déjà traité une vache » (sic !) Cambadélis, Sud radio juillet 2015  
"Je n'aurais pas dû faire de politique" Isabelle Balkany....lucide ( ? )

### Droits de l'homme

« Le réalisateur ukrainien Oleg Sentsov, opposant à l'annexion de la Crimée par la Russie, a été condamné mardi pour "terrorisme" à 20 ans de prison par un tribunal de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie. Il comparait pour « terrorisme ... ». « L'Allemagne, dépassée par un afflux de réfugiés sans précédent, doit faire face à une montée d'actes xénophobes alors qu'un nouvel incendie suspect a détruit dans la nuit de lundi à mardi un futur centre d'accueil près de Berlin. »

### Surréalisme...

« Je me souviens un jour j'ai été contrôlé dans le RER. Il y a tout un tas de gens qui escaladaient les portiques, etc. J'étais le seul en costume-cravate, j'ai été le seul à être contrôlé. C'était aussi discriminatoire. C'était très facile de me contrôler... » Claude Guéant !

## SOMMAIRE

	Pages
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• Ministère de la Culture.....	6
• Front national.....	7
• Cassure du CCI - POI.....	8
• Grèce.....	10
• Palestine.....	12
• Turquie.....	13
• Etat espagnol.....	14
• Argentine.....	15

## ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

Code postal, ville : .....

.....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO**

8, rue de la Forêt Noire  
34 080 MONTPELLIER

**ADIDO, BP82, 94003 Créteil**

(ADIDO, association loi 1901,  
édite le mensuel La Commune)

courrier électronique :  
**lacommune@lacommune.org**  
**http://www.lacommune.org**

## Editorial

# La nausée

Les peuples du monde entier ont été frappés de stupeur et d'effroi devant cette photo du petit Aylan Kurdi, échoué, noyé, sur cette plage de Turquie. Il avait trois ans. Avec ses parents, il fuyait la guerre qui fait rage en Syrie, comme des centaines de milliers d'autres êtres humains. Il a été enterré à Kobané, ville kurde au nord de la Syrie, ville martyre encerclée depuis des mois par les barbares de l'Etat islamique avec la complicité d'Erdogan qui lui livre des armes secrètement.

Il y a cette indignation bouleversée des peuples. Il y a aussi cette hypocrisie tartuffe des gouvernements capitalistes qui versent des larmes de crocodile devant ce drame, tous ces drames des centaines et des milliers de noyés.

Que fuient ces hommes, ces femmes, ces enfants, sinon la guerre, les persécutions, les destructions dans leurs pays ? Et qui donc est responsable, sinon ces mêmes gouvernements capitalistes et leurs affidés, de cette situation ? Qui donc a mis depuis ces dernières années, la planète à feu et à sang, sinon ceux qui, de Bush à Obama, de Sarkozy à Hollande, de Blair à Cameron, sans oublier Poutine en Ukraine et à l'est de l'Europe, ont porté le feu de la guerre, de Syrie à l'Irak, de l'Afghanistan au Mali, sur la quasi-totalité des continents ? Qui donc est responsable de l'existence de l'Etat islamique, de Boko Haram, et autres groupes obscurantistes, enfants monstrueux de cette décomposition impérialiste ?

Et ces Etats et gouvernements nous jouent aujourd'hui le registre des larmes et de la compassion ? La nausée. Le petit Aylan est mort, victime de ces politiques guerrières en défense des intérêts capitalistes qui n'ont qu'un seul horizon : la défense de la propriété privée et du profit à tout prix. Ah, ils veulent diriger notre indignation vers les passeurs, responsables selon eux de la situation. Certes, il y a toujours eu ce genre de vautours se nourrissant de la détresse humaine, certes.

Mais il y aurait pourtant un moyen radical, immédiat de faire barrage aux passeurs : l'ouverture des frontières, de toutes les frontières, à commencer par l'annulation de l'espace Schengen, créé par l'Union européenne et qui érige un mur policier face à tous es réfugiés, ces « migrants » comme ils disent, qui veulent aller en Grande-Bretagne et en Europe. Qui donc nourrit les passeurs,

sinon ceux, encore les mêmes, qui ferment avec violence, à coups de matraques, les frontières ?

Pourtant, tous ces Etats ont signé en commun et à la quasi-unanimité un texte universel sur le droit d'asile : la Convention et le Protocole de Genève du 28 juillet 1951. Que dit cette Convention qui établit après-guerre les règles essentielles du « droit international humanitaire » selon les termes du préambule ?

Est considérée comme réfugiée toute personne qui : « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. » n'est-ce pas ce qui s'applique au mot près à la situation des milliers de « migrants » qui ne peuvent se réclamer de la protection du boucher Assad en Syrie, des gouvernements fantoches en Irak et Afghanistan, des gouvernements corrompus d'Afrique...

Cette convention s'applique donc au millimètre à tous les réfugiés et leurs familles, sans exception. Nul besoin de centres de rétention administrative tels que préconisés par Sarkozy, (centres de rétention créés à l'origine par la loi Mitterrand-Defferre-le Pors le 29 octobre 1981, ne l'oublions jamais) nul besoin de quotas voulus par Hollande-Merkel. La stricte application de ce texte signé par tous les Etats dont la France en 1951 suffit à répondre juridiquement et humainement à la situation.

Quant aux "réfugiés économiques", comme disent avec mépris nos gouvernants, qui fuient les conséquences de la famine engendrée par le capitalisme qui a pillé et pilé chaque jour leurs pays, ils ont droit légitimement à la régularisation sans conditions.

**Des papiers pour tous !**

**A bas les quotas !**

**Application de la Convention de Genève de 1951 !**

**Pedro Carrasquedo,**  
4 septembre 2015

## Chronique d'une chute de régime

# Sale temps pour les droits de l'Homme

*L'année 2015 est sans doute l'année de la xénophobie au sommet. Pendant que le pays s'enfoncé dans le marasme, la pauvreté et la souffrance, les hommes politiques institutionnels rivalisent dans le registre chauvin, anti-étranger, antimusulman. Chacun selon sa partition. Morano, la groupie de Sarkozy, exultant contre la « lâcheté » et la « saleté » des migrants. Mélenchon tâchant d'exceller sur le créneau « A chacun son boche »... Ce tapage hystérique cachant mal la fracture politique en France et ses fissures dans toutes les formations politiques sans exception.*

La xénophobie des hauts fonds atteint des degrés de crétinisme toujours plus poussés. Et, il semble que Nadine Morano soit la synthèse vivante de ce crétinisme qui n'a, au demeurant, rien d'innocent. Faisant un parallèle saisissant entre les Français de 1940 qui n'ont pas fui leur pays natal et les migrants syriens qui désertent leur patrie meurtrie, la bécassine de la droite française aurait mieux fait « de la fermer avant de l'ouvrir » pour reprendre un mot de Pierre Dac. Si ce n'était pas consternant, on en rirait. La population française a cessé de fuir... quand l'armistice a été signé, le 22 juin 1940, au prix de la livraison à l'Etat nazi des réfugiés allemands. Belle page d'histoire, en effet ! Sans même parler de la suite collaborationniste et antijuive !

### A qui sert la germanophobie ?

A l'autre pôle de scène politique, Mélenchon reprend donc l'antienne de la germanophobie en s'exclamant, à propos de la Grèce : « pour la troisième fois, l'Allemagne détruit l'Europe. La première fois en 1914, la seconde en 1940 et la



Recep Tayyip Erdogan et François Hollande

troisième fois, en 2015, à propos de la Grèce ». Nous savions, depuis 1992, que Mélenchon était un preux défenseur de « L'Europe ». Il avait alors brillé dans la défense passionnée du Traité de Maastricht. Et, ne nous y trompons pas, face aux teutons, c'est toujours l'Europe de Maastricht qu'il défend, avec le fiel qu'on lui connaît.

### Sous la plage, les pavés

Dans un registre assez comparable, Madame le maire de Paris s'est lancée dans la très, très provocatrice opération « Tel-Aviv sur-Seine » au moment où les crimes sionistes se multiplient, dans un style proche de « la nuit de cristal » ( nuit de pogroms anti-juif en Allemagne, en 1938, organisée par les nazis), un an après le massacre génocidaire de Gaza. Cette opération dédiée à l'Etat raciste d'Israël a tourné au fiasco. En l'espace de 24 heures, des centaines de manifestants, sollicités par les réseaux sociaux ont fait face à la plage sioniste, pour Gaza, le 13 août dernier. Danielle Simonnet, conseillère municipale du PG, avait émis de véhémence protestation et,

à sa suite, le PCF...Mais ce beau monde s'est illustré par son absence à cette manifestation spontanée.

### L'honneur perdu de François Hollande

Toujours dans la même veine exécration, la lettre de soutien de François Hollande au moment où Erdogan bombarde les positions du PKK dans sa lutte contre les exterminateurs barbares de l'EI... qu'Erdogan feint de combattre : une bombinette sur l'EI, cent vraies bombes contre le PKK ! L'insipide Hollande écrit au boucher Erdogan qu'il souscrit à « la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes ». En renvoyant dos à dos, combattants du PKK et hordes barbares de l'EI, Hollande fait bien plus que d'y laisser tout amour-propre, tout honneur, y compris le sacro-saint « Honneur de la France ». Si Hollande doit laisser une trace dans l'Histoire, ce sera celle d'un chef d'Etat servile, bouffi de morgue, au service des pires dictateurs et assassins : le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud d'Arabie (en faveur duquel, il privatise une plage), Netanyahu, Erdo-



Jean-Luc Mélenchon

## Chronique d'une chute de régime

gan... C'est dire qu'Hollande combat le terrorisme sous toutes ses formes... Sauf le terrorisme d'Etat. Sa définition du terrorisme est propice à tous les amalgames : la lutte armée du PKK, adossée sur la population, protégeant les civils des menées atroces de Daesh, pour le droit du peuple Kurde à disposer de lui-même, est assimilée à du terrorisme... Comme le fut, autrefois, la Résistance à l'occupation nazie en France. L'idéologie au rabais de Hollande suffit à honorer les ventes d'armes.

### Mauvais samaritains

La politique extérieure d'un pays n'est jamais déconnectée de sa politique intérieure. En règle générale, la politique extérieure en est le prolongement. Et, a bien sûr, ses répercussions sur la politique intérieure. Autant dire : sale temps pour les droits de l'Homme. Sale temps pour les considérations humaines les plus simples. Même à La Courneuve où le maire PCF Gilles Poux a décidé d'en finir avec le bidonville qui abrite 300 personnes soit 80 familles depuis de nombreuses années. Ces 80 familles ont finalement été expulsées manu militari du « Samaritain » (nom que les habitants ont donné à leur village). La municipalité ne veut rien entendre. Pas même les propositions de la Fondation l'Abbé Pierre et de Médecins du Monde (nettoyer le bidonville, y installer l'eau courante et le sécuriser avant d'entamer un travail suivi pour que les habitants puissent scolariser les enfants, travailler, et, petit à petit quitter le bidonville).

Ces gens qui se sont fait élire sous le logo « l'Humain d'abord », mais si, mais si, n'ont qu'un seul message à délivrer aux habitants : « la seule solution, c'est l'évacuation ». [Sources : Pétition en ligne sur Change.Org – Le Parisien – Seine saint Denis du 16-08-2015]. Le PCF renouerait-il avec la sinistre tradition qui incita le maire de Vitry-sur-Seine à raser un foyer malien en 1981 ? Plus à gauche que le PS, le PCF et le Front de gauche ? On peut en douter. ! De bien mauvais samaritains en tout cas.



Gilles Poux

### Quand les juges arbitrent la crise du FN

Sur un tout autre plan, le feuilleton Jean Marie Le Pen contre l'actuelle direction du « parti » qu'il a fondé en 1972, se poursuit. (Voir plus loin, notre article sur la crise du FN). Avec ses accents pathétiques, ses phrases assassines, ses procédures interminables. Force est de constater que l'institution judiciaire a un faible pour le vieil et infâme nostalgique de Pétain. En effet, indépendamment du jugement que nous pouvons porter sur ce panier de crabes qu'est le FN, nous nous demandons comment la justice bourgeoise peut prétendre « arbitrer » des conflits internes à un parti, comment un tribunal peut se déclarer compétent pour démêler ce genre d'intrigues au sein d'un parti, quel qu'il soit. A tout le moins, cette intervention de la Justice montre à quel point le FN est un parti institutionnel, intégré à l'échiquier politique et, rappelons-le, subventionné par l'Etat à l'instar de tous les partis « agréés ». Exclu, Le Pen exulte « je suis tombé dans un guet-apens » et se prépare à former d'autres recours en justice, qui feront durer le plaisir. De cette façon, il continuera à exister et les médias pourront encore, à volonté, faire sortir le diable de sa boîte au moment opportun. Jusqu'à ce que mort s'ensuive.

### Le bloc lambertiste s'est brisé

Tous les méfaits et tiraillements que nous venons de citer ne manqueront pas de nourrir ce que les analystes grasement subventionnés appellent « la désaffection des français pour la politique ». Pour ne pas avoir à dire sans langue de bois que l'immense majorité de la population rejette ce gouvernement. Pour ne pas avoir à avoir à reconnaître la fracture politique entre les sommets, les appareils et la société. Cette fracture politique, prémisse d'une crise révolutionnaire, explique cette tendance à la dislocation, à l'implosion de tous les partis, grands et petits. Même le POI en est frappé (ne parlons pas du NPA qui poursuit inexorablement sa décomposition). Le bloc lambertiste que l'on croyait monolithique et de granit vient de se briser, « par le haut ». Gardons- nous

d'extrapoler sur les motifs excipés par les deux factions en lice. Le POI (ex Parti des travailleurs, vertébré par le CCI - ex PCI-OCI) n'est certes pas un parti institutionnel, ce n'est pas non plus une des composantes de l'extrême-gauche domestiquée (NPA, LO), mais son appareil est inextricablement lié et imbriqué à l'appareil de FO et à son sort, lequel appareil « se couche » devant le gouvernement et ne donne plus l'illusion d'incarner « le syndicalisme orthodoxe ayant « la force de l'indépendance » face aux « réformes ». Ce qui bride toute initiative de ce parti (sans compter son régime interne étouffant toute libre discussion, vouant aux pires calomnies et « excommunications » ceux « qui l'ouvrent ») et le met en porte-à-faux par rapport au cours réel de la radicalisation des masses (dont l'abstentionnisme conscient est l'expression la plus élevée, à cette étape). Tout parti qui a un fil à la patte avec les appareils social-démocrates (comme FO) ou staliniens (Front de gauche, NPA) est voué à l'immobilisme, à la sclérose et à la cristallisation de cliques au sein de sa direction, de son appareil technique et politique. Dernier exemple en date : EELV sur lequel on reviendra.

### Pour un véritable parti ouvrier libre de toute attache.

Or, elle existe bel et bien l'aspiration à un véritable parti ouvrier indépendant, digne de ce nom, c'est-à-dire indépendant politiquement et organisationnellement de tout appareil destiné à défendre l'ordre établi quoi qu'il coûte, libre de toute attache. Nous nous assignons comme tâche d'aider les travailleurs, les chômeurs et les jeunes les plus déterminés à se regrouper pour créer les premiers détachements d'un tel parti. Un parti autour d'un plan d'urgence en défense des travailleurs, des chômeurs, des jeunes et de leurs familles. Un parti qui trace la perspective de la grève générale pour porter un coup d'arrêt ferme et définitif à toutes les « réformes » destinées à liquider les conquêtes sociales qui nous permettent de vivre. Un parti internationaliste, antibureaucratique, anticapitaliste ; un parti des travailleurs. Pour vaincre et vivre.

Daniel Petri,  
22 août 2015

## Ministère de la Culture

# Vente des bijoux de famille

**La privatisation est en marche en Grèce ... comme en France. La loi Macron doit permettre la cession par l'Etat de 5 à 10 milliards d'actifs d'ici à 2016 tandis que le ministère des Finances, via son agence France Domaine, encourage les différents ministères, Affaires Etrangères, Justice, Défense, aujourd'hui Culture à se débarrasser de leurs immeubles parisiens, à dégraisser leurs effectifs et à délocaliser ce qui reste de leurs services en louant ou en achetant en « banlieue ». Exemple ci-dessous : le ministère de la Culture**

**R**éforme de l'Etat, et austérité servent de justifications alors qu'il ne s'agit que de spéculation immobilière au profit de promoteurs amis.

L'affaire n'a pas commencé hier puisque, comme le rappelle Le Figaro du 6 août 2015, dès 2006, l'hôtel Kinski situé rue Saint Dominique, « estimé à 70 millions », où se trouvait la Direction de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles, avait été vendu 28 millions d'euros, la même somme que les hôtels de Vigny-Croisilles, où siégeait la Média-

thèque du Patrimoine, « eux aussi bradés... alors qu'ils étaient estimés 50 millions d'euros ». La culbute a de quoi faire baver ceux qui n'ont pas été encore servis : en 2013, les 4000 m<sup>2</sup> des hôtels Vigny-Croisilles transformés en luxueux appartements se vendaient 15 000 à 20 000 euros le m<sup>2</sup>, soit un total situé entre 60 et 80 millions d'euros ...

Aujourd'hui, le gouvernement Hollande-Valls continue et veut vendre à vil prix les derniers ensembles immobiliers du ministère, idéalement situés pour offrir aux spéculateurs le meilleur des rende-

ments : l'hôtel dit des Bons Enfants, implanté rue du Faubourg Saint Honoré, un immeuble rue des Pyramides et ... le quadrilatère Rohan-Soubise, dans le Marais, siège des Archives nationales.

Afin de faire reculer les casseurs du service public, une intersyndicale s'est constituée au ministère de la Culture et a lancé en juin une pétition dont nous publions ci-contre de larges extraits et que nous vous invitons à signer.

**Isabelle Foucher,  
28 août 2015**

### CGT SUD UNSA

## NON À LA DÉLOCALISATION DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

*Lettre-Pétition à l'attention du Premier ministre*

Monsieur le Premier ministre,

Nous, soussignés, usagers, professionnels, créateurs, personnels des services et établissements du ministère de la culture, tenons à vous exprimer nos plus vives inquiétudes et notre opposition résolue au projet de délocalisation de plusieurs milliers d'agents des services de l'administration centrale que préparent conjointement le ministère de la culture et le Conseil de l'Immobilier de l'État. Ce projet devrait vous être présenté en septembre prochain.. (...)

C'est avec solennité que nous attirons votre attention sur la nocivité de ce projet immobilier qui ne vise qu'à faire des économies de bouts de chandelles en sacrifiant un ministère pourtant au cœur de la démocratie et de son exercice. Nous vous rappelons qu'à l'heure où beaucoup d'hommes politiques ont systématiquement à la bouche les mots de valeurs républicaines, le ministère de la culture dont de nombreuses institutions sont nées avec la Révolution française est l'expression même de cette tradition républicaine. Défendre le ministère de la culture dans toutes ses acceptions, c'est défendre la République et ses valeurs. (...)

Nous exigeons l'abandon de ce projet désastreux de délocalisation qui ne tient pas compte des réalités et des besoins du ministère de la culture. (...) Nous refusons que le ministère de la culture soit sacrifié sur l'autel de la spéculation immobilière. Nous refusons toute nouvelle dégradation de nos conditions de vie et de travail, nous refusons toute nouvelle suppression d'emploi, nous refusons les arbitrages dogmatiques et purement comptables de France Domaine et du Conseil de l'Immobilier de l'État.

Nous demandons une solution viable et pérenne pour nos collègues de la Direction Générale de la Création Artistique menacés par une prochaine fin de bail (...)

Enfin, nous exigeons l'ouverture d'une vraie réflexion concertée sur le devenir des Archives et combattons de pied ferme toute tentative d'amputation de leurs surfaces. Il en va de la mission des Archives nationales qui n'est autre que la sauvegarde de la mémoire de ce pays.

*Paris, le 21 juillet*

**Signatures de soutien à retourner à la CGT-Archives par :**

- courrier postal : CGT-Archives, 56, rue des Franc-bourgeois 75003 PARIS
- télécopie : 01 40 27 63 66
- courriel : [cgt.archives@culture.gouv.fr](mailto:cgt.archives@culture.gouv.fr)

## Front National

# En crise, comme un vulgaire parti institutionnel !

**Comment comprendre la crise explosive du FN ? Ceux qui pensaient il y a peu que le clash entre Jean-Marie Le Pen et la direction du « parti » était un leurre sont contraints de se rendre à l'évidence : la crise est bien réelle et profonde. Il n'y a rien de personnel et Marine Le Pen paie le prix de sa tentative de mutation génétique visant à transformer le FN en parti « respectable » digne des institutions de la V<sup>e</sup> République. Et elle se serait bien passé des frasques de son père.**

**D**e ce point de vue, on ne peut rien comprendre si on ne met pas cette crise en rapport avec la situation politique que connaît la France et en particulier la crise politique du régime, la crise de la représentation politique de la bourgeoisie. Lorsque l'on soutient que le FN est un « parti d'extrême-droite », on a tout dit et on n'a rien dit. Comme l'a rappelé un « connaisseur », le sieur



Bruno Gollnisch et Jean-Marie Le Pen

Gollnisch en personne, le FN a toujours été un conglomérat de différentes factions de l'extrême droite avec ses royalistes, ses catholiques traditionalistes, ses différentes gammes de fascistes, ses déçus du gaullisme, ses anciens SS « aux couleurs de la France ».

A défaut de « monter », le FN est parvenu à s'enraciner électoralement, tirant profit de la crise explosive de l'UMP.

### Le FN : un électeur sur 10

Des années durant, de savants politologues de toutes obédiences nous avaient expliqué que le FN avait capté une partie de « l'électorat ouvrier » et, singulièrement des anciens électeurs du PCF. L'analyse des résultats électoraux, ville par ville, en chiffres réels, d'élections en élections montre mille fois qu'il n'en est rien. Globalement, le FN dispose d'un électeur, majoritairement rural qui, auparavant livrait son stock de voix à l'UMP-RPR. Soit, au bout du compte, un électeur sur 10. (À moins de faire comme si les millions et millions d'abstentionnistes étaient morts).

Or, malgré cet enracinement électoral incontestable, le FN connaît une crise qui a pris à revers tous les commentateurs patentés, tous les Nostradamus du monde des sondages et de la chronique télévisée, mais aussi les anticapitalistes

discount qui depuis plus de 30 ans crient à « la montée du fascisme ».

### Situation pré-révolutionnaire

Cette crise naît en partie d'une contradiction, entre d'une part l'audience électorale du FN (sans commune mesure avec les 0,75% de 1981) et son incapacité à susciter des manifestations et meetings à caractère de masse, à la hauteur de ce que les « ligues factieuses » étaient capables d'orchestrer dans les années 30, en France. Ce qui se traduit également avec un nombre très limité de cadres politiques, de militants « actifs ». Cet état des choses démontre le caractère artificiel de la montée du FN, dans une situation que nous, nous qualifions de pré-révolutionnaire.

### « La manipulation sadique de l'effet Le Pen »

A cette étape, les cercles dirigeants du capital financier se satisfont de ce que Serge July avait appelé « la manipulation sadique de l'effet Le Pen », comme moyen de tenir en respect la population, en lui transmettant à peu près ce langage : « il vaut mieux que les mesures anti-sociales, anti-ouvrières, anti-immigrés soient prises par des socialistes et

des républicains. Si ce n'est pas nous, ce sera le FN ». Mais, ces cercles dirigeants de la bourgeoisie française ne sont pas prêts à jouer la carte FN à cette étape (en le finançant grassement, par exemple). Une telle promotion du FN, lui permettant de payer, de nourrir des « militants » comme le fit le parti nazi en temps de crise sociale, ne ferait que jeter de l'huile sur le feu, précipitant l'explosion sociale et ouvrant la crise révolutionnaire...

### Poussé à s'intégrer au « système » de la V<sup>e</sup> République

Dans ces conditions, le FN est poussé à s'intégrer au « système », y compris à son corps défendant, à prendre la forme d'un parti « de gouvernement », sous peine de mourir. Ce qu'une partie de l'aile fasciste (Gollnisch- Le Pen) ne peut accepter, de peur que le FN ne devienne un parti institutionnel liant son sort au régime et bien vite sclérosé. Le FN est donc enfermé dans un dilemme. Cela ne signifie pas dire que l'on en a fini avec ce « parti » raciste, xénophobe, anti-ouvrier, même s'il se doit de donner à ses électeurs (et aux électeurs de droite) des gages de respectabilité. A cette étape, le combat contre cette noire réaction passe par le combat contre le gouvernement Valls-Hollande et sa politique destructrice, sur le terrain de la lutte de classes, dans la perspective de la grève générale. L'ennemi principal, c'est le gouvernement, fauteur de contre-réformes et de mesures anti-ouvrières et anti démocratiques, c'est l'Union européenne et ses institutions.

Daniel Petri,  
28 août 2015

## Cassure du CCI-POI

# Tout sur la table, devant notre classe !

**Au moment même du référendum en Grèce qui voyait la grande majorité dire Non aux mesures que Tsipras allait lui imposer quelques jours plus tard, circula une info : il y aurait une scission au POI (Parti Ouvrier Indépendant), plus exactement au CCI (Courant Communiste Internationaliste) qui constitue la structure dirigeante de fait du POI (nous dirons donc, pour simplifier, le CCI-POI).**

Info remarquable d'abord parce qu'au CCI-POI il ne s'était en apparence pas passé grand-chose depuis presque deux décennies et demi, ensuite parce que cette organisation était issue, sous une forme fossilisée, de la principale composante du trotskysme, et en général de l'« extrême-gauche », dans le monde réel (le terrain de la lutte des classes, pas la sphère médiatique), en France dans les années 1960 à 1980, laissant, pour le meilleur et le pire, des traces profondes et variées dans le mouvement ouvrier, les syndicats, le monde intellectuel.

### Affrontement de deux factions

Il apparaît que deux factions s'affrontent. Toutes deux disent que la situation politique présente ne peut durer et va à l'explosion sociale, un diagnostic que, sous réserve d'analyse plus fine, on peut partager. L'une, celle de la majorité des instances dirigeantes du CCI-POI, avec Marc Gauquelin-Lacaze, Dan Moutot, Lucien Gauthier-Ulysse, Josette Loge-



Marc Gauquelin-Lacaze

reau, et l'appui stratégique de Patrick Hébert qui a laissé son poste de secrétaire de l'UD-FO de Loire-Atlantique en mai, préconise dans cette situation la tâche prioritaire de constituer un « appareil politique de la lutte » avant tout constitué de cadres syndicaux, surtout CGT et CGT-FO, en vue de refaire des actions unitaires nationales du type de celle du 9 avril dernier, et ne met pas en cause la politique des directions syndicales, surtout de celle de FO. L'autre, avec un tiers de la direction nationale, Daniel Gluckstein-Seldjouk, François Forgues-De Massot, Jean-Jacques Ma-



Congrès de fondation, 2008

rie, Pierre Cize ... accuse la direction de mettre la « construction du parti » sous le boisseau en tentant de rénover ou de noyer le POI dans ce « réseau de syndicalistes », et affirme que les mots d'ordres politiques, contre l'Union Européenne et la V<sup>e</sup> République, censés être partagés par tous, doivent réellement être mis en avant ; à mots de moins en moins couverts, elle accuse la majorité de la direction de s'aligner sur l'appareil de FO. Il semble d'ailleurs qu'un facteur ayant mis le feu aux poudres fut le soutien de cette même direction, non seulement à Mailly dans FO, mais à Martinez dans la CGT, allant jusqu'à combattre la

masse des délégués de base qui ont mis la politique confédérale en minorité au congrès de la Fédé Santé. Les trois secrétaires nationaux du POI sont avec cette tendance, puisqu'outre le dirigeant FO Claude Jenet décédé quelques mois auparavant, il s'agit de D. Gluckstein lui-même, et de Gérard Schivardi et Jean Markun, qui se sont prononcés en sa faveur par rapport au conflit interne dans le CCI, dont ils ne sont pas membres.

Je viens, volontairement, de présenter ici les choses d'une manière politique, afin de montrer que le fond de la discussion, dans la mesure où il y a une discussion, intéresse et doit intéresser tous les mili-

tants ouvriers. Oui, il nous faudrait un parti, révolutionnaire et démocratique, oui, un appareil politique de la lutte, réseau militant préparant l'affrontement social, est nécessaire sur cette voie, mais non, cet appareil ne peut pas exister sans débattre et mettre en cause la politique, car c'est une politique, des directions syndicales nationales, dont le rôle est décisif pour empêcher, à ce jour, la lame de fond qui se cherche dans des centaines de luttes sociales, de

percer en se généralisant et en se centralisant. Sauf que, jusqu'à l'amorce, dans des termes qui restent réservés aux initiés, d'une polémique jusque dans les pages d'Informations Ouvrières en cette fin août, faisant suite au lancement d'un journal autre, qui, sans même le dire, est l'organe de la tendance de D. Gluckstein, Tribune des Travailleurs, rien de tout cela, pour les deux fractions en présence, ne devait percer en public !

**Soyons clairs : ce refus de la transparence est une injure faite à l'intelligence du prolétariat. Mais il s'explique.**

Il s'explique, car le type d'organisation construit par Pierre Lambert dont les héritiers se déchirent à présent, exclut dans les faits tout pluralisme réel de tendance, et s'interdit par là même de construire un parti révolutionnaire. Toutes les tendances qui naissent inévitablement de la vie même, qu'elles aient eu raison ou tort

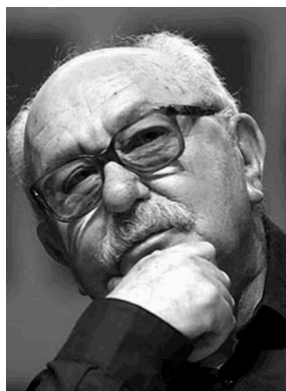


G. Schivardi et D. Gluckstein-Seldjouk



## Cassure du CCI-POI

sur le fond, ont été exclues de cette organisation sous des accusations non politiques, depuis maintenant six décennies (!), aboutissant à cette fossilisation qui l'a marquée depuis 1992 environ. Ce bureaucratisme sectaire, dans le cas de Pierre Lambert, était organiquement relié à la collaboration au sommet avec un appareil syndical, celui de Force Ouvrière. Le fait que, tardivement mais avec une force



Pierre Bousset-Lambert

décuplée, surgisse une crise **portant en fait sur cette question**, montre que **l'identité et l'existence même** de ce courant sont en question : on ne peut pas, dans la durée, jouer à « construire un parti révolutionnaire » tout en vivant dans les appareils syndicaux qui, dans l'époque actuelle, ne parviennent même plus à être réformistes. C'est le cœur, de haut en bas, de cette organisation, qui est déchiré, avec des « territoires » acquis aux uns ou aux autres selon les obédiences des responsables locaux et

leur place dans l'appareil syndical. Seldjouk a récolté près de 700 signatures sur un maximum réel de quelques 2000 militants, et se voit interdire de constituer sa tendance, dont les membres ont été « suspendus », les serrures des locaux étant changées, etc. Pourtant la scission peine à se terminer, tel un accouchement ralenti, parce que les intérêts matériels de l'appareil central sont aux mains des deux fractions, qui ont en outre toutes les deux besoins de la couverture du « POI », se veulent toutes deux héritières de Lambert et de tous ses forfaits et forfaitures, auxquels en effet tous ont participé, et veulent aussi se prévaloir de la « IV Internationale » que Lambert avait reproclamée pour ne plus avoir à la reconstruire ...

D'où une situation inédite, un peu surréaliste, qui durera ce qu'elle durera -plutôt quelques semaines que des années ! -, qui fait du POI le terrain d'aff-

frontement de deux tendances réelles. Sans parler d'une troisième, présente en arrière-plan : celle des syndicalistes FO anarchisants qui ont refusé de suivre l'appareil dirigeant du syndicat dans la signature de toujours plus d'accords de collaboration de classe et d'intégration du syndicalisme, depuis 2006-2008 - les héritiers d'Hébert, pas Patrick, mais Alexandre, son père décédé en 2010.

Il appartient aux révolutionnaires de combattre pour la transparence et la démocratie, pour que tout soit débarrassé, pour que les forces en présence cessent de jouer à cache-cache avec la classe ouvrière. Evidemment, la fin de ce petit jeu signifie le bilan public pour tout le monde et sans pitié mal placée, car la politique révolutionnaire ne veut pas connaître de cadavres dans le placard, et parce que c'est à la franchise dans le refus, et éventuellement dans la rupture, avec les pratiques bureaucratiques, qu'elle reconnaît les siens.

Vincent Présumey,  
27 août 2015

### Un bilan du lambertisme qui reste à faire

**Samedi 29 août dernier, Marc Gauquelin dit Lacaze a prononcé un discours à l'occasion de l'acte annuel fait au cimetière de Thiais en hommage à Léon Sedov. Dans ce long discours destiné essentiellement à justifier la scission et stigmatiser la minorité Seldjoukide, Lacaze a abordé, esquissé une caractérisation de l'héritage de Lambert (on trouvera l'intégralité sur notre site lacommune.org)**

Certes, il est possible de partager une partie de cette appréciation sur « l'héritage de Lambert » selon lequel ce dernier a contribué à « sortir le trotskysme du ghetto », mais Lacaze se garde bien d'aborder le « côté obscur de la force » du même Lambert. Car en même temps que ce dernier a incontestablement assumé une certaine continuité au trotskysme, continuité dont nous nous réclamons, force est de constater qu'il lui a fait aussi énormément de mal, qu'il a au fil des années, contribué à donner une image peu amène des militants qui en France se réclamaient du trotskysme. Lambert a agi en Torquemada contre tout ce qui, à un moment ou à un autre, s'est opposé à lui ou a seulement eu l'outrecuidance de formuler un début de germe de désaccord ; il, a exclu à tour de bras, dénigré et calomnié nombre de militants, cadres et dirigeants. Ca, camarade Lacaze, ça n'est pas l'héritage du trotskysme et toutes tes citations de Trotsky n'arriveront pas à masquer les dégâts que ces pratiques ont créés.

Lambert, avec notre silence complice, notre passivité, notre crédulité a exclu Varga, qui vient de mourir, en le faisant passer pour un agent double du KGB et de la CIA (manquait

plus qu'agent du Mikado !), a brisé cet homme qui a pourtant combattu le stalinisme à Budapest en 1956, a exclu Charles Berg, un dirigeant de grande valeur, Stéphane Just pour désaccords sur le vote Mitterrand en 1981 dès le premier tour, Broué par une sordide machination voulant le faire passer pour un suppôt des royalistes, Sebastian Garcia Millan, dernier secrétaire général des Jeunesses du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) de l'État espagnol en 1936 et dirigeant du POSI (parti lambertiste dans l'État espagnol), Vincent Présumey puis nous, quatre membres du comité central (Jean-Paul Cros, Pedro Carrasquedo, Alexis Corbières, Antonio) pour une « rupture du centralisme démocratique de bonne foi » (ça ne s'invente pas) et tant d'autres en France et ailleurs. Je ne parle pas des renégats, Cambadélis, Fabre and Co dont on constatera qu'en revanche, Lambert les a traités avec grand respect et complaisance. Ce bilan n'existe pas. Lacaze lui-même en a été la victime quand Lambert a voulu lui mettre sur le dos les mauvais résultats comptables de la région parisienne qu'il avait en charge...il faudrait mettre tout cela sous le tapis ? Oh que non ; Un bilan honnête reste à faire et Lacaze, dans son discours, lui tourne le dos. Nous ne verserons pas une larme sur Seldjouk qui a été consciemment le bras armé de Lambert contre toute opposition, mais jusqu'à preuve du contraire, Lacaze et ses amis se refusent à voir la réalité, la vérité. Quel gâchis pour nos générations !

Pedro Carrasquedo,  
Jean-Paul Cros

## Grèce

# « Un génocide social »

**« L'économie, l'État, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales sont profondément atteintes par la crise sociale qui caractérise la situation pré-révolutionnaire de la société. Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie »**

Ces quelques lignes, extraites du « Programme de Transition » de Léon Trotsky, illustrent avec une acuité saisissante la crise politique majeure qui caractérise aujourd'hui la situation en Grèce. Encore convient-il pour être complets de citer la suite : « *Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs.* »

Comme ils sont loin les flonflons du bal du 25 janvier. Aussi éloignés que le sont la victoire électorale de Syriza, l'accession de Tsipras au poste de Premier ministre ou les promesses de mettre un terme à l'austérité. Comme il semble loin, tout à coup, ce temps où Syriza était qualifié de parti d'« avant-garde » ou de parti « révolutionnaire ».

Sept mois après, c'est la gueule de bois pour la classe ouvrière grecque qui va continuer à être saignée à mort. C'est aussi la fin du mythe pour tous ceux qui n'ont pas fait - ou pas voulu faire - la distinction entre la victoire politique des masses contre l'UE ; les illusions saines et compréhensibles qu'elles ont investies en Syriza et en son « plan d'urgence » ; et la politique capitulatrice de Tsipras et de son gouvernement Syriza.

Pour notre part, nous avons fait toutes ces distinctions dans notre analyse politique de la situation et nous interprétons comme il se doit les premières déclarations de Tsipras qui, dès le 27 janvier, affirmait qu'il n'était pas question d'exiger l'annulation de la dette mais sa « restructuration » ou « son rééchelonnement », tout comme il déclarait qu'il n'était pas question de rompre avec la Troïka, l'UE et ses institutions, mais de « trouver une solution viable, juste et mutuellement utile » avec ses « partenaires », le nouveau vocable pour définir les membres de la Troïka. Tsipras, fort de son mandat électoral, veut négocier. Comme si les intérêts du peuple grec pouvaient converger avec ceux de ses bourreaux.

## Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques

Sans rupture avec l'UE et ses institutions, avec la Troïka, sans l'exigence de l'annulation de la dette, il est impossible de rompre avec l'austérité.

De reniements en viols de son programme, Tsipras et Syriza en sont naturellement arrivés à la trahison. Entre février et juin, Tsipras a tourné le dos à la classe ouvrière grecque et a craché sur son « plan d'urgence ». Couard, il a agi en parfait féal de la Troïka et de l'UE, faisant participer son gouvernement à tous les « rounds de négociations » avec la Troïka et à toutes les réunions avec la Commission ou l'Eurogroupe. Il a donné à l'UE toutes les preuves de son adaptabilité et de sa compatibilité à appliquer la politique exigée par les capitalistes.

Malgré cette « bonne volonté », il a néanmoins dû se faire une triple raison : 1/ la Troïka veut recouvrer ses créances jusqu'au dernier centime ; 2/ il n'y aura pas de « restructuration » ou de « ré-

échelonnement » de la dette ; 3/ l'UE et les bourgeoisies européennes veulent briser l'échine du peuple grec et faire de son cas un exemple politique destiné à intimider les peuples qui auraient la mauvaise idée de s'en inspirer.

Or, le mandat que les masses avaient confié à Tsipras et à Syriza, c'est précisément la fin de l'austérité. C'est à ce moment, le 27 juin, que Tsipras dénonce « l'ultimatum » imposé par la Troïka. Il déclare, martial, que la Troïka tente « d'humilier tout un peuple » et annonce l'organisation, pour le 5 juillet, d'un référendum sur l'adoption du plan de la Troïka.

## Défaut de paiement

Malgré la mise en place immédiate d'un contrôle des capitaux, la fermeture des banques et la limitation à 60 euros par jour le montant des retraits aux distributeurs automatiques, malgré la campagne médiatique déchaînée de la bourgeoisie pour le « OUI », les masses grecques n'ont pas flanché et ont asséné le 5 juillet une seconde défaite politique majeure à l'UE et au capitalisme financier.

Le peuple grec a répondu « NON » au plan d'austérité de la Troïka par 61,37 % des voix.

Au soir du 5 juillet, Tsipras estime que le « NON » lui « donne le droit de renégocier » et pas d'engager une « rupture » avec l'UE.

## « Tsipras a trahi 62 % des grecs. » (Varoufakis)

Au matin du 13 juillet, tout juste une semaine après la victoire du « NON » au référendum, Tsipras annonce à l'issue d'une séance marathon de négociations d'un sommet de chefs d'Etats (Tsipras, Merkel, Hollande) qu'un accord a été trouvé avec la Troïka et les gouvernements.

Mais ce qu'il faut immédiatement préciser, ce que n'a justement pas fait Tsipras, c'est que les mesures qu'il a acceptées sont bien pires que celles qui lui avaient été faites en juin par la Troïka, celles qui ont été soumises au référendum ! Tsipras a bu le calice jusqu'à la lie. Elles prévoyaient notamment : une hausse et un élargissement de la TVA ; la poursuite, l'accélération et l'élargissement des privatisations ; une réforme des retraites ; des coupes dans les dépenses publiques, la mise en place de « règles d'or » budgétaires... et une ratification de tous ces principes par le Parlement grec !

C'est le 16 juillet, contrairement aux mandats de rompre avec l'austérité et au « NON » ouvrier et populaire au référen-



Yánis Varoufákis

## Grèce

dum du 5 juillet, que le Parlement grec adopte par 229 voix pour, 64 voix contre et 6 abstentions, « les mesures » de la Troïka et des gouvernements conformément aux engagements pris par Tsipras.

### Syriza se disloque

En réalité, l'adoption le 16 juillet par le Parlement grec des « mesures » Tsipras-Troïka-UE marque le début de l'explosion politique de Syriza ainsi que la perte de sa majorité parlementaire (Syriza et Anel ont 162 sièges sur 300).

En effet, pas moins de 39 députés du groupe Syriza ont fait défaut : 32 ont voté contre, 6 se sont abstenus, 1 était absent. Parmi les députés qui ont voté contre figurent : Zoé Konstantopoulou, Présidente du Parlement, Varoufakis, ancien ministre des Finances, et Panagiotis Lafazanis (aile gauche de Syriza), ministre de l'Environnement et de l'Énergie (qui va « être démissionné » par la suite). Il faut ajouter à cette liste la défection Nadia Valavani, ministre adjointe des Finances, démissionnaire la veille du vote. Celle-ci explique dans une lettre adressée à Tsipras : « Je ne vais pas voter en faveur de ce projet de loi et je crois qu'on ne peut pas rester au gouvernement si on vote contre » car « la solution imposée à la Grèce » par la Troïka « n'est pas viable ». Après le vote, Zoé Konstantopoulou a dénoncé un « génocide social », Varoufakis a comparé le texte au traité de Versailles, et Lafazanis a accusé Tsipras de « trahir » le programme de Syriza et de céder devant la Troïka et l'UE.



Nádia Valaváni

### Tsipras « jette ses camarades aux chiens »

A partir de l'adoption par le Parlement de ces « mesures », la Troïka, l'UE et les gouvernements, ont poussé l'avantage jusqu'au bout et ont synthétisé leurs exigences dans un « mémorandum » de 400 pages. Et décidément, parce que la nuit porte conseil, au matin du 11 août, Euclide Tsakalotos, le nouveau ministre grec des Finances, annonce qu'un accord a été trouvé sur un mémorandum conditionnant un prêt d'environ 86 milliards d'euros sur trois ans. Le fameux « Troisième plan d'aide ».

Re-belotte, le Parlement doit de nouveau être consulté pour valider ce mémorandum rebaptisé pour l'occasion « projet de loi sur le troisième plan d'aide financière ». La loi est adoptée par le Parlement le 14 août à l'aube par 222 voix pour (dont 120 voix de l'opposition !), 64 voix contre, et 11 abstentions. Cette fois, 47 députés Syriza (15 de plus que le 16 juillet) sur 149 n'ont pas suivi Tsipras. Konstantopoulou, la Présidente du Parlement, déclare qu'elle « ne soutiendrait plus » un Premier ministre « qui a rejoint la cohorte de ses prédécesseurs ayant accepté les mémorandums, en jetant ses camarades aux chiens ».

Après les trahisons des 13 juillet et 11 août, la majorité parlementaire Syriza a explosé en plein vol. Pour gouverner, Tsipras a dorénavant besoin des voix d'Anel, son allié au gouvernement (parti d'extrême droite, islamophobe, anti-sémite, homophobe, anti-avortement et fervent soutien de l'Église orthodoxe, que préside Panos Kamenos, ministre de la Défense), du PASOK, de Nouvelle Démocratie, et de To Potami. Il a donc un besoin vital des partis de la bourgeoisie pour appliquer... sa politique bourgeoise !

### « A chacun son boche » ?

Comment les staliniens, crypto-staliniens, antilibéraux et autres « marxistes » du dimanche expliquent-ils la situation ? Ce n'est pas difficile : c'est la faute à ces salauds de « boches » et à Angela Merkel ! Laissons la parole à leur champion français, Jean-Luc Mélenchon. Le 13 juillet, après l'annonce de l'accord, il déclare : « On ne parle pas de la même idéologie [le nazisme] mais c'est toujours le même esprit de système, la même arrogance, le même aveuglement qui fait qu'on en est là. Pour la troisième fois dans l'histoire, l'obstination d'un gouvernement allemand est en train de détruire l'Europe ». Bigre, digne de Clémentine et de Thorez réunis !

Evidemment, ces outrances de langage ne peuvent masquer le fond de la manœuvre : le peuple grec a été trahi, d'abord et avant tout, par Tsipras et Syriza, pas par Merkel.

Mais au fait, quel est le représentant de commerce de tous ces gentils patriotes français ? Ah oui, François Hollande, celui-là même dont Mélenchon oublie

systématiquement de caractériser la politique : celle d'un agent zélé de l'impérialisme. Décidément, social-démocratie et stalinisme sont bien les deux faces de la même médaille, celle de la contre-révolution et de la trahison.

Donc, personne mieux que Tsipras n'avait cette capacité à pouvoir duper la classe ouvrière grecque et à lui faire croire qu'il était possible de sortir de la misère et de l'austérité sans rompre avec l'UE. Son rôle unique était de se dresser en principal obstacle face aux masses et, par sa nature couarde, opportuniste, traître et petite bourgeoise, expliquer et justifier son incapacité intrinsèque à rompre avec le capitalisme, l'UE et ses institutions. Ses maîtres.

### Démission, scission et élections

Les capitalistes peuvent être contents des services de leur valet Tsipras : les plans de super-austérité sont votés ; la normalisation de la classe ouvrière est à l'ordre du jour ; la crise politique est totale. Dans ces conditions, le 20 août, Tsipras annonce sa démission du poste de Premier ministre ce qui force l'organisation de nouvelles élections législatives – annoncées le 20 septembre prochain.

Tsipras s'est présenté au suffrage du peuple grec en janvier 2015 pour mettre un terme à l'austérité, il se présentera en septembre en tant que héraut de son application... et trouvera certainement avec le Pasok et Anel des partenariats politiques privilégiés.

Le 21 août, 25 députés (dont 4 anciens ministres) sur les 149 de Syriza, scissionnent et annoncent la formation d'un groupe parlementaire indépendant et d'un parti nommé « Union populaire », qui sera dirigé par Lafazanis, (l'ex-ministre de l'Environnement et de l'Énergie). Aile gauche d'un parti sans rivage à droite, la lutte de classes va très rapidement révéler si Union Populaire devient un point d'appui pour les masses dans leur bras de fer avec Syriza et la Troïka. Ne spéculons pas : wait and see...

De ce point de vue, on peut faire confiance aux masses qui, nous le voyons, procèdent toujours par éliminations successives ;

Et en attendant ce moment, Syriza est d'ores et déjà à ranger au rayon des antiquités.

Wladimir Susanj,  
28 août 2015

## Palestine

# Colons, bras armé du sionisme

*Implantation après implantation, la Cisjordanie tombe sous la coupe de l'Etat sioniste d'Israël avec ses colons qui revendiquent chaque jour un peu plus de la terre palestinienne. Les exactions des colons sont de plus en plus nombreuses, allant jusqu'à tuer ceux qu'ils voudraient chasser de leur terre. Ces exactions ont le soutien actif du gouvernement sioniste pour qui le «Grand Israël» est la finalité de sa politique. Le régime d'apartheid, puisé chez leurs amis blancs sud-africains, tend à réduire à néant le peuple palestinien.*

**M**ais cette politique ne peut se faire qu'avec le soutien actif des Etats-Unis et de l'Europe, fermant les yeux sur les crimes d'un autre âge. Le 31 juillet dernier, le petit Ali Dawabsha est mort brûlé dans la maison de ses parents. L'attaque a été menée par quatre colons juifs. Le village de Duma où vivait la famille d'Ali est en Cisjordanie occupée par l'Etat sioniste.



### Mourir à 18 mois...

Ce village, comme nombre d'autres, est soumis à un taux d'occupation du territoire de 95% par les colons. Mais c'est encore trop peu pour ces ultra-orthodoxes pour qui les Palestiniens sont les ennemis à abattre. Sur les murs des maisons brûlées, la police a retrouvé des inscriptions en hébreu : «vengeance» et «longue vie au messie». Ces slogans parlent d'eux-mêmes. Il y a juste un peu plus d'un an, un groupe de jeunes israéliens a enlevé et brûlé à mort un adolescent de Jérusalem Est, Muhammad Abu Khudair. La police a pris tout son temps pour trouver les suspects, alors qu'elle avait un enregistrement vidéo, avec leurs visages et la voiture en fuite, il a fallu une importante réprobation internationale pour que la police fasse son travail et envoie devant la justice ces assassins. Toutefois il y a peu de raisons de faire confiance à un système qui traite les Israéliens qui s'attaquent ou tuent les Palestiniens avec une exceptionnelle mansuétude.

### Impunité

Suite aux plaintes portées par des Palestiniens victimes d'offense contre eux ou leurs biens par des colons, seules 7,4 % des enquêtes de la police israélienne aboutissent à une condamna-

tion. La politique sioniste crée une impunité pour les crimes de haine et encourage les agresseurs à continuer. Rappelons le crime perpétré par des colons le 16 août 2012 où la famille Hassan a été brûlée vive dans le taxi qu'elle avait emprunté. Les colons vivent des jours heureux. L'ONU estime que les colons Israéliens ont mené quatre attaques par semaine depuis le début de l'année 2015.

### Netanyahu, le roi des larmes de crocodile

Il est difficile de croire un affichage plus hypocrite des dirigeants israéliens, ceux-là mêmes qui ont organisé le massacre de 2200 Palestiniens l'année dernière à Gaza, dont plus de 500 enfants, et qui feignent aujourd'hui d'être outragés par la mort d'un de plus. Ces déclarations tendent à faire croire que c'est un acte isolé de violence et ainsi de masquer la réalité des violences subies par les Palestiniens, violences qui font partie intégrante de la structure de l'occupation coloniale et de l'apartheid sioniste. Pour Israël ces simulacres ostentatoires de condamnation, de chagrin et de serments ne sont rien de moins que la hasbara- propagande- prescrite par les conseillers du gouvernement de Netanyahu. Pendant ce temps, la colonisation continue à marche forcée, les assassinats de Palestiniens sont monnaie courante, les fonds pour la reconstruction de Gaza sont bloqués (ce qui oblige les enfants restés vivants à vivre dans

les décombres de leurs maisons éventrées), l'apartheid bat son plein. Quand vous êtes Palestinien, on peut détruire votre maison sous prétexte que vos ancêtres n'ont pas pris la peine d'avoir des titres de propriété en bonne et due forme, on peut lapider votre enfant devant les yeux de soldats de Tsahal, on vous

interdit les autoroutes comme les bus des noirs du temps de Rosa Parks aux USA.

### Complicité internationale

Israël reste l'atout majeur de l'occident dans la région et à ce titre aucun des gouvernements occidentaux ne lèvera le petit doigt pour condamner les violences faites au peuple palestinien. Obama se félicite d'être le meilleur allié d'Israël et son premier fournisseur d'armes, armes qui tuent les familles palestiniennes. La France n'est pas en reste, dernièrement la très socialiste Anne Hidalgo, mairesse de Paris, a organisé une journée publicitaire à Israël intitulée «Tel Aviv sur Seine». Cette inacceptable propagande frise l'insoutenable, à l'heure où les Palestiniens ont besoin d'autorisation, accordée par l'administration israélienne, pour accéder à leurs plages, alors que les pêcheurs palestiniens ne peuvent pêcher qu'à 11 kilomètres de leurs côtes. Et summum de l'ignoble, ce sont les factieux de La Ligue de Défense Juive avec à leur tête Jean-Claude Nataf qui filtraient les quelques centaines de nostalgiques du grand Israël venus assister à l'odieux.

Le soutien au peuple palestinien doit prendre une nouvelle ampleur face à la politique d'apartheid du régime sioniste.

**Francis Charpentier,**  
28 août 2015

## Turquie

# La répression en réponse à l'échec électoral

**Après l'échec de Recep Tayyip Erdogan aux dernières élections, le gouvernement turc islamo-conservateur lance ses flics et son armée sur les défenseurs de la démocratie et le peuple kurde. Erdogan a vu son rêve brisé, celui de mettre en place un régime présidentiel à sa taille et en finir avec l'actuel régime parlementaire. L'armée turque, pour sa part, a mis en place une série de bombardements visant essentiellement le peuple kurde.**

**D**ix ans Premier ministre, Erdogan a été élu président en août 2014 avec 52 % des voix dès le premier tour. Il espérait, dans la foulée, obtenir une majorité des deux tiers à l'assemblée pour modifier la Constitution et



Recep Tayyip Erdogan

mettre en place un régime présidentiel taillé pour lui. Il a échoué. Les urnes ne lui donnant que 40 % des voix et l'apparition à l'assemblée de l'HDP (Parti Démocratique des Peuples).

## Coup dur électoral pour Erdogan

L'HDP est dirigée par un homme politique kurde Selahattin Demirtas, parti dont tous les postes à responsabilité sont soumis à la parité hommes-femmes, qui défend la reconnaissance du génocide arménien. En bloquant l'accroissement des pouvoirs d'Erdogan, l'HDP est devenue une cible pour le régime.

La répression est le nerf politique du gouvernement turc. Les affrontements de la place Taksim à Istanbul avaient fait suite à une interdiction de manifester le premier mai. Des centaines d'arrestations, un manifestant tué par la police. Depuis les élections du 7 juin dernier les arrestations n'ont pas cessé. Au cours des dernières semaines ce sont plus de 1600 personnes qui ont été arrêtées. La plupart étant des



Selahattin Demirtas

membres du PKK, des partisans de l'EI ( vite relâchés, eux), mais aussi des syndicalistes et des militants de gauche. Les autorités ont bloqué plus de 90 sites internet d'information le 3 août, y compris des sites grand public.

## Livraisons secrètes d'armes aux islamistes syriens

Les seuls médias disponibles sont ceux qui suivent la ligne gouvernementale. Le rédacteur en chef du grand journal quotidien « Cumhuriyet », Can Dündar, est menacé d'une peine de prison à vie pour avoir diffusé une vidéo montrant des livraisons secrètes d'armes turques aux combattants islamistes en Syrie. Erdogan tente une vaste opération contre le HDP basée sur une campagne médiatique dénonçant les rapports entre le PKK et le HDP. Le gouvernement a lancé une offensive judiciaire contre les élus de l'HDP, dont Selahattin Demirtas, accusé de « troubles de l'ordre public » et « incitation à la violence ». L'offensive est généralisée, assassinats de militants et d'habitants dans plusieurs provinces de Turquie.

## Offensive anti-kurde

L'attentat suicide du 20 juillet dans la ville frontalière majoritairement kurde de Suruç a tué 31 militants et de nombreuses autres personnes qui préoyaient de se rendre dans la ville de Kobane pour aider à la reconstruction. Le gouvernement attribue l'attentat à l'EI, les Kurdes en accusant le gouvernement. Sous prétexte de mener le combat contre EI, la Turquie déclare rejoindre la coalition internationale et ouvre sa base aérienne d'Incirlik aux forces aériennes des différents pays impliqués dans le conflit, Washington donnant son accord. Depuis le 24 juillet dernier, les bombardements ciblent

prioritairement les bases arrière du PKK dans les montagnes du Kurdistan et ont tué 400 personnes selon Ankara et celles du PYD syrien. Erdogan vient de mettre fin à dix ans de négociations secrètes avec le PKK au risque de réamorcer la guerre entre le pouvoir et le PKK. Ainsi, le 26 juillet, le PKK revendique un attentat contre un convoi militaire tuant deux soldats turcs, et depuis les affrontements sont quotidiens.

## Une double offensive mûrement réfléchie

L'échec électoral est insupportable pour Erdogan et l'AKP son parti. Les attentats leur ont donné le prétexte attendu pour s'attaquer frontalement au peuple kurde et à la classe ouvrière turque. En lançant



Ahmet Davutoglu

la guerre sur deux fronts Erdogan et l'AKP témoignent de leur volonté de se maintenir au pouvoir à tout prix. La guerre intérieure et celle menée à l'étranger servent à tenter de détourner la colère grandissante sur les questions sociales, économiques et politiques, à tenter de diviser les travailleurs et de créer les conditions pour mettre en place un pouvoir autoritaire. Pour l'heure l'ex-premier ministre, Ahmet Davutoglu, ne semble pas avoir réussi à mettre en place un gouvernement. Erdogan annonce la tenue d'un congrès exceptionnel de l'AKP en septembre et la commission électorale des élections législatives anticipées pour le premier novembre. En Turquie, tout est possible.

Francis Charpentier,  
26 août 2015

## Etat espagnol

# À l'ombre de la monarchie

**Les prochaines élections en Catalogne, le 27 septembre, et dans l'Etat espagnol, en fin d'année, agitent le calendrier politique. Si de leur issue incertaine la monarchie sortira à rien pas douter amoindrie, la lutte de classes, elle, en sera à terme renforcée. Pour l'instant la question nationale met de nouveau en branle les forces centrifuges dans un Etat prison de peuples. Tous les partis en lice affichent leur véritable visage, celui de la soumission explicite ou implicite au Pacte Constitutionnel.**

Tout d'abord la coalition Junts pel Sí (ensemble pour le oui) qui représente la force majoritaire au sein de l'Assemblée Nationale Catalane (ANC), donnée jusqu'ici gagnante par tous les sondages, intégrant Convergència Democràtica de Catalunya (Convergence Démocratique de Catalogne, droite « centriste », jusqu'ici premier parti politique de Catalogne en termes électoraux, expression de la bourgeoisie catalane) et Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, Gauche républicaine de Catalogne, indépendantiste, prône une République catalane, créé en 1931) et dont la tête de liste est Raül Romeva, ex-dirigeant du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC, Parti socialiste unifié de Catalogne, parti stalinien depuis sa création en 1936, alors affilié au Komintern de Staline) a résumé son programme: "faire un pays plus démocratique, plus juste et plus prospère" ... "L'Etat espagnol asphyxie la Catalogne financièrement et oublie le Pacte Institutionnel". La solution serait "un Etat favorable et juste".

### Les nationalistes catalans en ordre dispersé

Il présente son programme comme la "Révolution des sourires" et se présente comme Catalunya un Sol Poble, ( Catalogne, un seul peuple) comme le faisait le PSUC dans les années soixante; il serait la garantie contre la corruption. Un détail pourtant, dans son argumentaire, le mot indépendance n'apparaît pas.

Mais voilà, les affaires de corruption ont rattrapé le Président de la Généralitat Artur Mas qui a consigné dans le programme sa continuité dans le poste en cas de victoire électorale. Et c'est en vertu d'une plainte déposée par l'ex-maire ERC de Torredembarra qu'il a été mis en cause dans des affaires de blanchiment et de corruption dites du 3%, le pourcentage remis par les constructeurs de chantiers publics à une fondation de CDC. Voilà donc tout le discours fondé

sur la garantie contre la corruption brandi par Junts pel Sí qui éclate en morceaux.

### Au service du « Pacte constitutionnel » monarchiste

Il est clair maintenant que M. Mas est bien la garantie, mais contre l'indépendance de la Catalogne. De leur côté les indépendantistes d'Esquerra de Catalunya Sí que es Pot Podemos, Iniciativa per Catalunya font campagne en rappelant le passé de CDC et ses pactes avec le Parti Populaire (PP, droite Premier ministre Rajoy)). Ils ont conclu une alliance avec Podemos et Iniciativa de Catalunya les Verd (ICV) et la Candidatura de Unidad Popular (CUP) qui affichent leur radicalité. Mais toutes ces composantes de Sí que es Pot ne sont que les béquilles de CDC et de l'ANC. Cet attelage hétéroclite et au service du Pacte constitutionnel avec la monarchie aura bien de la peine à convaincre un électorat de plus en plus sceptique sur leur volonté d'indépendance politique réelle...

### Dissensions au sein de Podemos sur la politique de Tsipras

L'eurodéputé Miguel Urban de Podemos a déclaré son désaccord avec Pablo Iglesias, le principal dirigeant de Podemos qui a présenté la convocation électorale d'Alexis Tsipras comme "un acte de courage propre à un démocrate". Il l'accuse "d'abandonner les citoyens grecs en acceptant la mort de la démocratie en Grèce", de "casser Syriza et de transmettre le déplorable message que l'on ne peut pas (Podemos se traduit par nous pouvons) en Espagne et d'autres pays".

Il abonde donc dans le sens de Teresa Rodriguez, appartenant au même courant critique de Podemos, élue au Parlement autonome en Andalousie.



Pablo Iglesias

### Pablo Iglesias loue la politique « courageuse de Syriza »

Ils n'acceptent pas les conditions de la troïka pour le troisième plan d'aide financière et l'anticipation des élections qui a facilité la scission de Syriza. Ils s'opposent également à la direction de Podemos qui approuve les propos de M. Iglesias louant un Tsipras "capable de se salir les mains et d'assurer des contradictions en gouvernant". M. Urban condamne que M. Tsipras "se soit plié" devant la troïka malgré son engagement dans le référendum pour le non au plan d'aide et qu'il ait accepté la gestion d'un programme et de mesures qui ne peuvent que nuire à terme, à la politique défendue auparavant, signifiant la fin de toute possibilité de souveraineté populaire et "d'avoir provoqué sciemment une rupture du projet de Syriza en servant de façon indirecte une grande victoire à la troïka".

### « Accord politique et personnel avec Cristina Kirchner » !

Il aurait ainsi "ressuscité le Parti Socialiste Grec avec un autre nom et fait de Syriza un mort vivant".

Ces déclarations auront-elles un effet sur les candidatures d'Unité populaire que proposent Podemos et Izquierda Unida (IU, crypto-staliniens) pour les élections aux Cortes ?

## Etat espagnol

Celle de Manuela Carmena, en visite en Argentine avec Ada Colau -mairie de Barcelone- pour soutenir la campagne électorale de la Présidente de ce pays, Cristina Fernández de Kirchner, servira mieux encore ces candidatures. ! Elles ont en effet, rencontré Mme. Fernández de Kirchner et échangé leurs expériences politiques respectives en soulignant leur "accord politique et personnel", selon des sources argentines.

Mme. Fernández de Kirchner a aussi considéré la nouvelle maire de Madrid "comme un référent de la gauche euro-

péenne". Ces déclarations éclairent la politique que mènent déjà ces candidatures populaires. Mme. Carmena qui avait déclaré dans une interview sur France 24 son apolitisme malgré le poste très politique qu'elle occupe aujourd'hui, s'entend aussi très bien donc avec la péroniste Fernández de Kirchner, aussi bien au moins qu'avec la monarchie espagnole.

Et Podemos qui a soutenu, politiquement cette fois, son élection pourra-t-il convaincre de sa capacité à changer le système politique de l'Etat espagnol ?

Doutons-en fortement, parce qu'il est clair depuis bien longtemps que les « Unités populaires » et autres fronts populaires ont sans aucune exception combattu férocement la lutte de classes et invariablement soutenu la collaboration de classe avec le capital.

**Domingo Blaya,  
31 août 2015**

*Argentine : crise monétaire sur fond de Présidentielle*

### Où va le dollar ?

Au cours des dernières semaines le dollar a grimpé. Le cours du dollar au marché noir dit « dollar bleu » est passé à 14 \$ ARS peso argentin, le dollar officiel a également augmenté. Face à cette situation, les candidats Scioli, Macri et Massa, avec de petites différences entre eux, sont pour la dévaluation. Comme toujours, elle conduira à plus de pauvreté et à une baisse des salaires pour les travailleurs. Nous proposons que cette crise soit payée par les patrons et les grandes entreprises qui se sont enrichis depuis tant d'années.

#### Dollar officiel, dollar « bleu »

Le dollar officiel, le dollar « bleu » au marché noir, les cartes de crédit en dollar, l'épargne en dollar, les comptes en espèces. Les différentes valeurs dans notre pays, basées sur la monnaie américaine, sont prises du mal de mer ; elles caractérisent la tentative du gouvernement de masquer la crise économique qui continue et dont le point culminant est la pénurie de dollars.

De multiples raisons sont à l'origine de ce qui se produit : le déficit budgétaire, le paiement de la dette en dollars qui dépasse 17.000 millions de dollars US par an, la création monétaire (la planche à billets), un manque d'investissement pour introduire des dollars dans le pays, la spéculation financière des grandes entreprises qui préfèrent exporter en dollars et les échéances électorales. Tout cela a fait que la valeur du dollar est montée en flèche, surtout le dollar bleu, ce qui a ré-ouvert la discussion sur la solution pour en sortir.

#### Vers la dévaluation ?

Clairement, dans cette période électorale, tous les regards se tournent vers les propositions des différents candidats en tête des sondages, Scioli, Macri et Massa.

Mais en vérité, avec de légères nuances, ils pointent tous vers la même direction, la dévaluation. Cette solution aura pour conséquence de faire payer les pots cassés par les travailleurs et le peuple.(...)».

Comme nous le voyons, tous les candidats sont d'accord sur

l'augmentation des stocks, la recherche d'un dollar fort pour que les grands exportateurs gagnent plus, c'est-à-dire avec une forte dévaluation qui situerait le dollar US à 30 ou 35 % au-dessus de notre monnaie.

Cette mécanique aurait pour effet immédiat de faire fondre le pouvoir d'achat des salariés, particulièrement pour les salaires les plus bas, pour lesquels l'impact de l'accélération du processus inflationniste que nous vivons, est plus important sur les produits de première nécessité.

#### S'adapter aux grandes entreprises ?

Nous sommes catégoriques, toute dévaluation conduirait à une inflation préjudiciable aux travailleurs.

Contre tout cela, pour retenir les dollars dans le pays, nous proposons :

de suspendre tout paiement de la dette extérieure frauduleuse payée aux vautours et aux autres, de nationaliser les banques et le commerce extérieur pour empêcher la fuite des devises et la spéculation sur les exportations, de nationaliser, sous contrôle public, toutes les entreprises privatisées, de nationaliser les ressources naturelles aujourd'hui majoritairement aux mains des puissances étrangères.(...)

#### Qui doit payer la crise ?

Il est temps que tous ceux qui en ont bénéficié, grandes entreprises, patrons, hommes d'affaires, payent la crise économique que tous veulent cacher jusqu'aux élections.

C'est pourquoi nous affirmons que l'issue ne passe pas par les candidats traditionnels favorables à des ajustements face à la crise. Nous affirmons qu'il est nécessaire de mettre en place une alternative indépendante, au service des travailleurs et du peuple, comme le propose le MST nouvelle gauche.

**Gerardo Uceda, 25 août 2015,  
extrait de Alternativa socialista,  
journal du MST d'Argentine,  
traduction de Alain foulon**

Rédacteur en chef : Paul Dumas

**Comité de rédaction** : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Zdenek Zavladi, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

**Directeur de publication** :

Pedro Carrasquedo

**Commission paritaire en cours**

**Imprimerie spéciale**

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.



Léon Trotsky

\*  
\* \* \*

*Dans chaque pays comme sur l'arène mondiale, la guerre a tout de suite renforcé les groupes et institutions les plus réactionnaires. Les états-majors généraux, ces repaires de conspiration bonapartiste, les antres cruelles de la police, les bandes de patriotes stipendiés, les Eglises de toutes confessions sont tout de suite poussées au premier plan. La Curie pontificale, foyer de l'obscurantisme et de la haine entre les hommes, est aujourd'hui courtisée de tous côtés, particulièrement par le président protestant Roosevelt. Le déclin matériel et spirituel entraîne toujours dans son sillage l'oppression et une exigence accrue d'opium religieux.*

*Cherchant à se procurer les avantages d'un régime totalitaire, les démocraties impérialistes commencent à assurer leur propre défense en redoublant leur offensive contre la classe ouvrière et la persécution des organisations révolutionnaires. Le danger de guerre et maintenant la guerre elle-même sont utilisés par elles d'abord et avant tout pour écraser les ennemis de l'intérieur. La bourgeoisie suit toujours et sans hésiter la règle : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. »*

*Comme c'est toujours le cas, c'est le plus faible qui souffre le plus. Les plus faibles dans l'actuel carnage des peuples, ce sont les innombrables réfugiés de tous pays, parmi lesquels les exilés révolutionnaires. Le patriotisme bourgeois se manifeste avant tout par la brutalité avec laquelle il traite les étrangers sans défense. Avant qu'aient été construits les camps de concentration pour prisonniers de guerre, toutes les démocraties avaient construit des camps de concentration pour les exilés révolutionnaires. Les gouvernements du monde entier, particulièrement celui de l'U.R.S.S., ont écrit le chapitre le plus noir de notre époque par la façon dont ils ont traité les réfugiés, les exilés, les apatrides. Nous envoyons nos salutations les plus chaleureuses à nos frères emprisonnés et persécutés et leur disons de ne pas perdre courage. C'est des prisons des capitalistes et de leurs camps de concentration que sortiront la majorité des dirigeants de l'Europe et du monde de demain.*

Trotsky, Manifeste d'alarme 1940